



Repenser l'Europe

Dominique Moïsi

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2016/3 Automne**, PAGES 83 À 91
ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9782365675116

DOI 10.3917/pe.163.0083

Date de mise en ligne : 05/09/2016

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2016-3-page-83?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Repenser l'Europe

Par **Dominique Moïsi**

Dominique Moïsi, professeur au King's College de Londres, est conseiller spécial à l'Ifri. Il a récemment publié *La Géopolitique des séries*, Paris, Stock, 2016.

L'Europe est aujourd'hui menacée par trois « ismes » : le djihadisme, le poutinisme et le populisme. Face à l'ampleur de la crise, les dirigeants des pays membres de l'Union européenne font pâle figure et ont beau jeu de blâmer Bruxelles. Après le choc du Brexit, le projet européen doit trouver un nouveau souffle. Le saut fédéral est, pour l'heure, une douce illusion. La priorité est de consolider l'existant, avant de pouvoir imaginer une nouvelle forme de concert des Nations européennes.

politique étrangère

« L'idée européenne n'est pas un sentiment premier, comme celui de l'appartenance à un peuple, elle n'est pas originelle et instinctive, mais elle naît de la réflexion, elle n'est pas le produit d'une passion spontanée, mais le fruit lentement mûri d'une pensée élevée. »

J'ai délibérément choisi les propos de Stefan Zweig, auteur de ce chef-d'œuvre d'une actualité toujours plus grande que constitue *Le Monde d'hier*, comme point de départ de ma réflexion. Un passage en particulier mérite d'être médité, lorsque l'auteur insiste sur le fait que l'Europe n'est pas le produit « d'une passion spontanée ». J'ai été et je suis passionnément européen, pour des raisons qui tiennent à ma biographie personnelle autant qu'à ma réflexion rationnelle. Mais je suis bien conscient, et l'Euro de football 2016 en a été la démonstration éclatante, que le nationalisme des peuples est plus incontournable que jamais à l'heure de la mondialisation inquiète, sinon angoissée et malheureuse, dans laquelle nous nous trouvons désormais.

N'y a-t-il pas face à ce processus de mondialisation comme une évolution contrastée de l'État et de la Nation ? Autrement dit, il y a toujours plus de Nation, au sens où, face au progrès de l'interdépendance et de la transparence, il existe une quête identitaire qui s'exprime à travers la Nation.

L'alternative religieuse n'est guère rassurante. Mais s'il y a plus de Nation au sens émotionnel, n'y a-t-il pas également un peu moins d'État en termes de souveraineté et d'efficacité ? Une double évolution qui, *de facto*, nuit à l'Europe et à son projet unificateur. D'un côté, Bruxelles s'enfonce dans un anonymat toujours plus gris en comparaison avec l'exaltation des identités nationales, de l'autre c'est Bruxelles qui sert de bouc émissaire à des États nationaux incapables de remplir avec succès les missions qui sont les leurs et qui reportent sur Bruxelles la cause de leur échec.

Dans les deux cas, les institutions européennes – leurs incarnations et leurs réglementations – apparaissent comme une imposition d'autant plus lourde qu'anonyme. On ne parle de José Manuel Barroso que lorsqu'il décide de rejoindre Goldmann Sachs peu de temps après la fin de son mandat à la tête de la Commission.

L'Union européenne, dans un continent qui rejette l'Autre comme une menace, est de plus en plus perçue comme faisant partie de cet Autre problématique sinon menaçant. Pour 41 % des Français par exemple, l'Union européenne est source de crainte. Seulement 25 % d'entre eux la considèrent encore comme une raison d'espérer¹.

C'est précisément pour cela qu'en 2016 il me semble impératif de repenser l'Europe à l'aune de l'évolution du monde, et dans le contexte des transformations profondes qui sont intervenues depuis la chute du Mur de Berlin en 1989. De même qu'en septembre 1989, il me semblait qu'il fallait remplacer la formule de François Mauriac, « J'aime tellement l'Allemagne, que j'en veux deux », par le « Je désire tellement l'Europe que je suis prêt à accepter une seule Allemagne », il me semble qu'il convient aujourd'hui de reconsidérer fondamentalement notre approche de la construction européenne. On ne saurait répondre aux défis d'aujourd'hui avec les réponses d'hier. On ne peut plus dire après chaque crise nouvelle traduisant le fossé grandissant entre l'opinion publique et le projet européen, que toujours plus d'Europe est la réponse aux problèmes des Européens.

Depuis des années, sinon des décennies, on cherche un nouveau « narratif » qui pourrait servir de fil conducteur, sinon de manuel de ralliement, à la cause européenne ; et cela fait des années que l'on échoue lamentablement à la tâche. La raison en est simple, et traduit le refus d'intégrer l'impact des changements intervenus dans le monde sur le projet européen. Pour

1. [N.d.l.r.] Source : P. Rioux, « Les Français sont pessimistes sur l'avenir de l'Union européenne », *La Dépêche*, disponible sur : <www.ladepeche.fr>.

le résumer de manière brutale et provocatrice, il y a moins d'Européens et d'Europe dans le monde, et il y a beaucoup plus de non-Européens, non seulement dans le monde, mais également en Europe. Il n'est plus possible de continuer à penser l'Europe par rapport à « l'Europe d'hier » pour plagier Stefan Zweig, il faut la repenser en fonction des transformations intervenues dans « le monde d'aujourd'hui ». Faute de quoi, rien n'est possible. Cela suppose bien entendu une remise en question des modes de pensées classiques, et sans doute aussi des rentes de situation existantes à tous les niveaux de la construction européenne.

De l'Europe de l'après-guerre à l'Europe du rejet de la mondialisation

L'Europe s'est construite après 1945 grâce à la rencontre de cinq facteurs favorables : l'ampleur de la catastrophe, l'évidence de la menace, la protection intéressée de notre allié principal l'Amérique, enfin et peut-être surtout la qualité des hommes en position de responsabilité – sans oublier la centralité à l'époque encore de l'Europe, et au-delà, du monde occidental.

Le premier facteur positif tient aux traces physiques et morales laissées par la Seconde Guerre mondiale. Les cicatrices des corps et des âmes d'un côté, celles des villes de l'autre. L'effort de reconstruction, d'unification et donc de paix se devait d'être à la hauteur des ruines au milieu desquelles les Européens se déplaçaient. Un « plus jamais ça » gigantesque, encouragé par l'ombre des tanks soviétiques, qui n'étaient qu'à « quelques étapes du Tour de France cycliste » pour reprendre la formule du général de Gaulle.

Au-delà des ruines du passé immédiat, il y avait en effet la menace d'un futur apocalyptique avec l'équilibre de la terreur entre puissances nucléaires. L'Europe se définissait avec aisance de manière négative, aidée en cela – troisième facteur décisif – par les pressions amicales, parfois insistantes, de son grand protecteur les États-Unis d'Amérique, qui voyait naturellement en l'Europe de l'Ouest sa première ligne de défense dans le cadre d'une guerre froide pouvant à tout moment devenir chaude.

Elle ne le devint jamais pour une raison décisive dans la réussite du projet européen initial : la qualité des hommes au pouvoir. Que de talents réunis, que d'énergies positives, que de sens des responsabilités et d'instinct moral ! Il ne faut pas embellir le passé par une nostalgie excessive, encouragée sans doute par une frustration intense à l'égard du présent. Et pourtant, de Robert Schumann à de Gaulle, d'Adenauer à De Gasperi, il existait comme un embarras de richesses, si loin de la réalité présente.

Le dernier facteur clé tenait à la centralité du monde occidental. L'Europe était l'enjeu principal d'une guerre froide qui opposait deux projets issus de la pensée occidentale, la démocratie libérale et le communisme, l'individualisme et le collectivisme, la République impériale américaine et ses alliés d'un côté, l'Empire soviétique de l'autre.

Aujourd'hui tout a changé. Ce n'est pas seulement l'Europe, mais l'Occident qui n'est plus le cœur du monde. Sur le plan de la démographie, il y a toujours moins d'Européens. Au début du XVIII^e siècle, la population de l'Europe, Russie incluse, représentait 20 % de la population mondiale. Aujourd'hui c'est l'Occident tout entier qui constitue un peu plus de 10 % de la population du monde. Et les perspectives démographiques du continent européen dans son ensemble sont mauvaises. Aujourd'hui déjà, le nombre des décès l'emporte sur celui des naissances, à l'exception de rares pays comme le nôtre.

Il n'y a pas seulement moins d'Européens, mais aussi moins d'Europe. Pas au plan strictement quantitatif, puisqu'on est passé par étapes de 6 à 28 (à 27 depuis le référendum du 23 juin en Grande-Bretagne ?). Mais de manière plus subtile, qualitativement en quelque sorte, au niveau du resenti des populations qui voient de moins en moins l'Europe comme une protection contre le retour du passé, comme une garantie face aux défis du présent, et moins encore comme un projet pour l'avenir.

L'Europe n'est plus véritablement ni acteur, ni modèle

L'Europe se demandait hier encore comment elle pouvait concilier l'ambition de certains d'être un acteur, et la volonté de la plupart de se contenter d'être un modèle. Aujourd'hui, soyons réalistes : elle n'est plus véritablement ni l'un ni l'autre, ni acteur ni modèle, et ceci au moment même où l'Amérique et à travers elle le monde démocratique connaît la crise la plus grave de son histoire récente, qu'illustre le spectaculaire retour des populismes. Or on ne peut répondre au « parfum des années 1930 » par des réponses développées à partir des années 1960 ou 1970...

Non seulement l'Amérique n'est plus animée par un projet éclairé en faveur de l'Europe, mais obsédée comme elle peut l'être par elle-même, elle regarde notre continent avec un mélange d'indifférence et de désillusion grandissantes. Bref, elle a tendance à se replier sur elle-même, et ce au pire des moments, celui où trois « ismes » menacent le continent européen : le djihadisme, le poutinisme et le populisme. Trois menaces différentes dans leur nature, leur intensité et leur conséquence, mais qui se nourrissent les unes des autres.

Face à ces trois menaces, deux externes et une interne, cette dernière étant la plus dangereuse sans doute, l'Europe ne se retrouve pas seulement en première ligne, sans protecteur et sans défense, mais elle souffre cruellement, à l'image de notre pays, d'une crise de *leadership* et d'une crise de confiance en elle-même. L'Allemagne constitue peut-être une exception à la règle, grâce à Angela Merkel, mais ce n'est pas une certitude, et pour combien de temps ?

Autrement dit l'Europe fait face à des circonstances exceptionnelles, avec à sa tête des dirigeants qui ne le sont pas. La manifestation la plus nette, la plus grave peut-être aussi de cette situation de crise intense, vient de se produire avec le vote des Britanniques en faveur du Brexit. Il se peut qu'un jour les historiens du *xxi*^e siècle voient dans le référendum du 23 juin 2016 l'une des dates décisives de l'histoire récente de l'Europe, un tournant majeur, l'équivalent négatif de ce qu'a représenté, 26 années plus tôt, la chute du Mur de Berlin. En 1989, le désir d'Europe l'avait emporté sur toute autre considération, alors qu'en 2016 c'est exactement l'inverse qui s'est produit. Aussi est-il important de comprendre les raisons profondes du Brexit, avant de se demander comment reconstruire et comment réinventer l'Europe *xxi*^e siècle.

Les raisons d'un cataclysme : le Brexit, tournant peut-être clé dans l'histoire de l'Europe

Triomphe de la peur des migrants portée par les populistes, défaite de la raison défendue sans talent et inspiration par les partisans du *statu quo*, révolte des petits contre les nantis, de la province contre Londres, début de la désintégration d'une Europe, victime de sa bureaucratisation et de son manque d'incarnation : toutes ces explications contiennent une part de vérité, contribuent chacune à sa manière à rendre compte du tsunami politique du 23 juin.

Après 43 ans d'appartenance à l'Union, la Grande-Bretagne, de la manière la plus démocratique qui soit, a décidé de s'en retirer. On disait les Britanniques pragmatiques, réalistes. Leur vote est une preuve supplémentaire de ce que les hommes ne vivent pas que de pain. Ils peuvent se prononcer contre leurs intérêts bien compris, lorsqu'ils se sentent abandonnés, sinon trahis par ceux qui sont censés les représenter et les défendre. Même si ceux qui ont voté en faveur du Brexit ne pensaient sans doute pas l'emporter, et n'étaient pas prêts à assumer le coût global pour l'économie britannique, et donc pour eux-mêmes, de leur choix.

Mais le véritable paradoxe tient au fait qu'au moment où ils venaient de dire « Non » de la manière la plus claire et la plus spectaculaire à l'Europe,

les Britanniques, à l'exception significative des Londoniens et des Écossais, n'avaient jamais été plus proches, dans l'expression de leurs émotions, des Européens eux-mêmes, sinon de l'ensemble des citoyens du monde démocratique. Avec ce vote, la Grande-Bretagne est moins que jamais une île, elle devient l'avant-garde, sinon le porte-parole d'un ensemble, qui de l'Europe aux États-Unis, en passant par les Philippines, dit « Non », en vrac et de manière syncrétique, à la mondialisation, à ses élites, à la croissance des inégalités, et à l'existence de l'Autre à ses côtés, comme dimension incontournable de la réalité quotidienne.

Nostalgie d'un passé depuis longtemps révolu, peur d'un avenir qui échappe à tout contrôle, refus d'un présent jugé trop menaçant, la Grande-Bretagne se serait-elle exprimée au nom de l'Europe, et pas contre elle ? On soulignait la spécificité britannique. Les jeunes, contrairement au cas français par exemple, étaient – certes sans enthousiasme – derrière le projet européen. Et pourtant John Bull, incarnation du nationalisme anglais, l'a emporté sans contestation possible sur la génération Erasmus. Illustration supplémentaire du fait que l'Europe mobilise contre elle, mais a du mal à réunir autour d'elle.

Ce qui vient de se produire en Grande-Bretagne doit apparaître au niveau européen non comme un accident de parcours, produit d'une histoire et d'une géographie uniques, mais comme le point culminant d'une catastrophe annoncée. Pour faire référence à une terminologie inspirée de *La Guerre des étoiles* : la chute du Mur de Berlin avait traduit en 1989 le « côté lumineux de la force ». Le référendum britannique de 2016 en représente « le côté obscur ». Ce passage de la lumière à l'obscurité est le produit direct d'une version moderne de la « trahison des élites ».

La première leçon de ce fiasco est que l'on ne joue pas impunément avec les peuples. David Cameron, dans sa légèreté et son irresponsabilité, s'est révélé être le facteur accélérateur d'une histoire en marche vers sa conclusion logique. En disant « Non » à ceux qui leur posaient une question claire, et en disant « Non » accessoirement à l'Europe, les Britanniques, dans leur quête identitaire, ont peut-être condamné le Royaume-Uni. David Cameron risque d'entrer dans l'histoire de la Grande-Bretagne comme l'homme qui, pour sauver l'unité de son parti, a perdu celle de son pays. L'Écosse n'attendait que cette occasion pour quitter le Royaume désormais désuni. Au moment où j'écris ces lignes, je vois Winston Churchill dont le portrait trône sur mon bureau. Sa détermination, son ironie amère, sont toujours présentes. Mais je détecte dans son regard comme une tristesse : « Tout ça pour ça », semble-t-il me dire, lui qui fut, à sa manière incomparable, l'un des pères de l'Europe. Quel gâchis, quelle incompréhension

profonde du contexte britannique, européen et mondial ! À l'heure des Donald Trump, on ne prend pas un tel risque avec l'histoire...

Prendre la mesure du tremblement de terre qui vient de se produire, c'est d'abord en mesurer la gravité. Ce qui suppose de ne pas lui opposer de fausses et insuffisantes réponses.

Prendre la mesure du tremblement de terre qui vient de se produire

Au-delà du choc boursier et monétaire immédiat, au-delà de l'image de confusion que l'Europe donne d'elle-même dans le monde, au-delà de l'encouragement qu'il constitue pour tous les populismes et tous les mouvements indépendantistes existants – sur le thème : « Pourquoi pas nous, les Anglais ne nous ont-ils pas ouvert non pas les yeux, mais la voie » ? –, le vote britannique peut être légitimement perçu comme un point de départ, tout autant qu'un point d'aboutissement.

Ce qui est en jeu dans le processus de « dé-tricotage » de l'Europe, c'est la capacité de notre continent à faire entendre sa voix dans un contexte international toujours plus complexe et dangereux. Il ne s'agit pas aujourd'hui de punir la Grande-Bretagne pour ce qu'elle a eu l'audace de faire : dire non à l'Europe. Il s'agit, au contraire, pour les dirigeants européens, de se livrer à l'examen de conscience nécessaire. Pourquoi avons-nous collectivement perdu la confiance de nos peuples respectifs, et que pouvons nous faire, individuellement au niveau de nos nations respectives, et collectivement au niveau de l'Europe, pour regagner cette confiance ? Toute fuite en avant vers plus d'Europe serait une grave et dangereuse illusion, qui traduirait une incompréhension profonde de ce qui vient de se produire. Le 23 juin 2016 ne restera pas dans l'histoire comme le jour d'indépendance de la Grande-Bretagne, mais il peut rester comme le jour où l'Europe, sous le choc du révélateur britannique, s'est enfin réveillée, n'ayant plus d'autre choix que celui de se réinventer elle-même.

Quelle Europe du XXI^e siècle après le référendum britannique ?

La crise de l'Europe est avant tout morale, et c'est au niveau de ses nations respectives que doit commencer le réarmement moral indispensable. Comment croire à l'Europe si l'on n'a pas, si l'on n'a plus, confiance dans son identité première, c'est-à-dire nationale ? Réconcilier les citoyens avec l'Europe passe par leur réconciliation avec les élites de leurs nations respectives. Or aujourd'hui, au-delà du divorce grandissant entre les peuples et les élites, existent au moins sur le Vieux continent quatre autres types de divorce. Celui entre Nord et Sud, symbolisé par l'opposition de tailles, de cultures et de résultats entre Allemagne et Grèce. Le divorce entre Est et

Ouest, entre pays de culture démocratique plus récente et donc plus fragile, comme la Hongrie, mais aussi la Pologne, et pays appartenant aux membres fondateurs, qui connaissent eux aussi la montée des populismes, mais dont on peut espérer que les anticorps démocratiques seront plus résistants.

Il y a également un divorce de situation grandissant entre les deux pays qui constituent le cœur du projet politique européen, la France et l'Allemagne. Ce divorce s'explique de la manière la plus simple : ce n'est pas qu'il y ait trop d'Allemagne, c'est qu'il n'y a plus assez de France. Rétablir un sens d'équilibre entre les deux pays est pour le bon fonctionnement de l'Union une priorité absolue, qui dépend de Paris et non de Bruxelles.

On pourrait multiplier ainsi les exemples de problématiques qui sont d'abord nationales, si l'on veut tenter de résoudre la crise de l'Union. Face à la montée des populismes, la réponse ne peut venir que des différentes nations qui constituent l'Union. Réinventer l'Europe commence à Paris, Rome ou Berlin. Face aux menaces qui se multiplient à l'extérieur comme à l'intérieur de ses frontières, l'Europe ne peut rêver de réponses fédérales faisant l'impasse sur le ressenti et les émotions des peuples qui la constituent. Reprendre le contrôle sur les flux migratoires, organiser une meilleure coordination de la lutte anti-terroriste, c'est ce que les citoyens attendent d'abord et avant tout de leurs gouvernements respectifs.

La réponse ne peut venir que des différentes nations qui constituent l'Union

Pour s'ajuster aux défis du présent, la référence au XIX^e siècle et au Concert des nations européennes est sans doute plus utile que la volonté de prolonger, d'approfondir les constructions pensées dans la seconde moitié du XX^e siècle. Le Concert des nations succédait à la période de la Révolution et de l'Empire, et traduisait la volonté de rétablir l'ordre et la stabilité. Évoquant cette période, je suis bien conscient que le monde de 2016 n'a que peu à voir avec celui des années 1820. Le problème n'est pas de stopper les ferments révolutionnaires à l'intérieur, mais de créer une défense commune dirigée tant vers les menaces externes qu'internes. On ne peut pas faire non plus comme si les 60 dernières années et plus, celles de la construction européenne, n'étaient qu'une simple parenthèse en train de se refermer sur elle-même. Pourtant, on ne peut aller de l'avant sans se poser des questions fondamentales sur ce qui existe.

L'image de la bicyclette, qui si elle n'avance pas tombe, ne correspond plus à la réalité de l'heure. Le problème n'est pas d'avancer, mais de consolider, sinon de colmater ce qui existe. Tout cela suppose plus de

coordination, de coopération, de confiance, d'alliances au sens le plus classique du terme. Ce qui n'est pas à l'ordre du jour, c'est plus de fusion et d'intégration au sens fédéraliste du terme. On ne peut non plus, sans risques sérieux pour l'ensemble de l'Union, exclure *de facto* les pays de la « Nouvelle Europe » – pour reprendre l'expression douteuse de Donald Rumsfeld –, au nom d'une vision intégrée de ce que devrait être un noyau dur. Le coût politique et moral en serait trop grand, et les bénéfices douteux. Ce que désirent plus que tout les citoyens d'Europe, c'est retrouver une forme de contrôle sur leurs existences, en d'autres termes se sentir protégés, non par Bruxelles mais par leurs États respectifs.

Si l'on ne s'orientait pas dans une telle direction, les leaders populistes exploiteraient une peur de plus en plus répandue pour s'emparer, de la manière la plus démocratique, *via* le processus électoral, du pouvoir. Plus d'Europe n'est pas en soi une réponse aux populismes ou aux fondamentalismes. Une meilleure Europe des Nations peut en être une. Les recettes de la première moitié du XIX^e siècle pourraient-elles venir au secours des premières décennies du XXI^e ? Ce serait une conclusion ironique et paradoxale pour un continent qui, après s'être élargi, tend à se replier sur lui-même, voire à se rétrécir.



Mots clés

Union européenne
Brexit
Populisme
Fédéralisme

page 93

actualités



